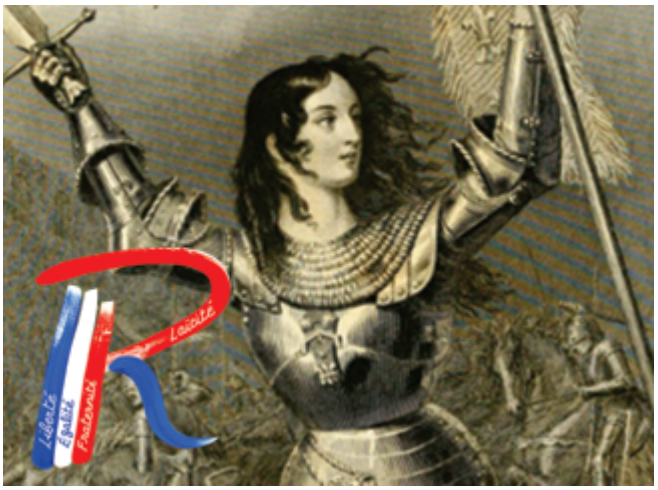
«Supprimer l'ENA? Abandonner le mérite pour revenir au népotisme et au copinage!»

écrit par Antiislam | 20 avril 2019



FIGAROVOX/CHRONIQUE – Pour Maxime Tandonnet, supprimer l'ENA a toujours été une idée émanant d'anciens élèves qui y voient un moyen de se dédouaner de son héritage auquel ils doivent pourtant toute leur carrière. Et cette suppression reviendrait à mettre au ban le mérite lié au concours d'entrée dans cette école.

Ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, Maxime Tandonnet décrypte l'exercice de l'État pour le FigaroVox. Il est l'auteur de nombreux ouvrages historiques, dont «Les parias de la République» *(éd. Perrin), et vient de publier* «André Tardieu – L'incompris» *(Perrin).*

Parmi les orientations que devait présenter le président de la République le 15 avril figurait, semble-t-il (rien n'est confirmé), la suppression de l'ENA.

Au-delà d'une vraie-fausse annonce, les projets d'abolition de cette école sont aussi anciens que l'institution elle-même.

Ils émanent souvent d'anciens élèves qui ayant brillamment réussi en politique, préconisent sa disparition comme un moyen de se dédouaner de cet héritage – encombrant pour leur image – auquel ils doivent toute leur carrière.

Et puis, dès lors qu'une équipe au pouvoir est en difficulté, privée de boussole et sombrant dans l'impopularité, comment ne pas céder à la tentation de jeter cette école en pâture à la vindicte populaire, en faire le coupable idéal à la place des vrais responsables, c'est-à-dire les décideurs politiques?

Et par la même occasion déclencher un psychodrame recouvrant les vrais sujets de préoccupation des Français que les gouvernements ne parviennent pas à régler (chômage, pouvoir d'achat, maîtrise des frontières, violence…)

Déjà en 1991, en plein crépuscule du mitterrandisme, Mme Edith Cresson, Premier ministre décidait de «faire un exemple» en transférant l'Ena de Paris à Strasbourg.

Toutefois, elle qui avait la réputation de détester les «énarques», eut la sagesse de ne pas préconiser l'abolition de l'Ecole.

> *Les lauréats des trois concours de l'ENA sont des personnes qui ont trimé pendant des années ? Par qui les remplacer ?*

La question de fond que pose l'idée de sa suppression est simple: qui mettre à la place des anciens élèves de l'Ena qui ont passé un concours extrêmement sélectif, à un poste pour environ cent candidats issus des formations déjà les plus sélectives (dont des agrégés, des X, des ingénieurs, des HEC et autres écoles de commerce, des anciens élèves de Science po, des docteurs en droit, etc)?

Les lauréats des trois concours de l'ENA (étudiants, jeunes fonctionnaires et salariés du secteur privé) sont des personnes qui ont trimé pendant des années pour préparer et

réussir un concours dans l'espoir de devenir préfets, ambassadeurs ou directeurs d'administration.

Par qui les remplacer?

Bien sûr, rien n'est intouchable: transformer le contenu de la scolarité dispensée à l'ENA pour la rapprocher du terrain est une nécessité impérieuse.

Mais supprimer cette école est un tout autre sujet.

Cela reviendrait pour l'essentiel à remettre en vigueur un système de recrutement fondé largement sur la cooptation (qui lui préexistait). Le choix des ambassadeurs, des préfets, des directeurs d'administration serait laissé à la seule discrétion des responsables politiques, aux ministres, qui recruteraient des collaborateurs dans la société civile, en fonction de leurs réseaux de relations.

Où iraient-ils puiser en priorité?

Sans doute dans les pépinières traditionnelles des partis politiques, du RN à LREM, que sont les militants dévoués à leur cause, ou bien dans des structures parallèles à l'image de l'UNEF pour le parti socialiste.

On peut aussi imaginer que les liens familiaux, amicaux, claniques soient fortement sollicités.

C'est déjà le cas pour une partie de la fonction publique ouverte aux nominations au tour extérieur.

La cooptation se substituerait au concours comme mode de recrutement principal dans l'encadrement supérieur de l'État.

> *Le danger est ainsi de favoriser encore plus à l'avenir le népotisme et le copinage, c'est-à-dire une fonction publique dès lors fondée sur l'obséquiosité plutôt que sur le mérite.*

La suppression de l'ENA présenterait ainsi l'inconvénient de

priver la haute fonction publique de femmes et d'hommes qui, avec leurs qualités et leurs défauts, ont au moins montré, à travers les épreuves du concours, leur détermination à se mettre au service de l'État.

Et cela au profit de personnalités dont l'unique distinction tiendra à l'appartenance à un réseau clanique, politique, amical, à une famille ou une dynastie.

Le danger est ainsi de favoriser encore plus à l'avenir le népotisme et le copinage, c'est-à-dire une fonction publique dès lors fondée sur l'obséquiosité, l'esbroufe et la médiocrité plutôt que sur le mérite.

L'accusation qui est faite à cette école de favoriser les inégalités sociales est d'ailleurs fallacieuse.

Des statistiques montrent bien au contraire qu'elle permet à des personnes issues de tous les milieux et sans réseau, sans relations, de se hisser par leur seul travail et performance intellectuelle au plus haut niveau de l'État.

Certes, à l'image de la société française, la part des milieux aisés est surreprésentée à la sortie de l'ENA comme elle l'est hélas dans toutes les sphères dirigeantes ou influentes.

Mais qu'en sera-t-il le jour où le recrutement de la haute fonction publique sera livré à la seule cooptation, c'est-à-dire aux réseaux familiaux, politiques et claniques?

Le vrai reproche que l'on peut faire à cette école est ailleurs.

Le scandale tient à la consanguinité entre une infime partie de la haute fonction publique issue de l'ENA et la classe politique, à l'image d'ailleurs des deux derniers occupants de l'Elysée.

Pour lutter contre ce phénomène, comme en Angleterre, une solution serait d'obliger ceux qui s'engagent en politique à

démissionner de la fonction publique.

Tout le monde le sait mais personne n'a jamais eu le courage de le faire.

De fait, les individus qui ont utilisé l'ENA pour accomplir leur dessein politique et une fois parvenus à leurs fins, se retournent en crachant dans la soupe, sont une infime minorité, directement à l'origine de l'image ambiguë que donne cette école dans une partie de l'opinion: 2% à 3% des anciens élèves tout au plus.

> *Le vrai reproche que l'on peut faire à cette école est ailleurs. Le scandale tient à la consanguinité entre une infime partie de la haute fonction publique issue de l'ENA et la classe politique.*

Les autres sont des hauts fonctionnaires qui ont choisi le beau métier de serviteur de l'État et de leur pays, remplissent leur mission dans l'anonymat et la discrétion, face à des circonstances parfois difficiles.

Ils ont choisi la voie de l'épreuve intellectuelle du concours pour se donner un métier, préfet, ambassadeur, directeur d'administration centrale, plutôt que le jeu des réseaux claniques, familiaux et du copinage qui caractérise la plupart des autres filières de promotion sociale.

Supprimer l'ENA et avec elle le principe du concours de haut niveau, faire de cette Ecole le bouc émissaire des lâchetés, des renoncements et de la bêtise ambiante, serait une mesure démagogique.

http://lefigaro.fr/vox/societe/supprimer-l-ena-abandonner-le-merite-pour-revenir-au-nepotisme-et-au-copinage-20190419

Note d'Antiislam

Supprimer l’ENA ?

Cette perspective sonne heureusement aux oreilles de beaucoup de patriotes.

Cette école forme, actuellement, une bonne part d’étudiants totalement étrangers à la France et à son histoire.

Pour ne pas dire carrément hostiles.

La tête de file de ce type d’énarques pour lesquels “il n’y a pas de culture française” (sic) est justement à l’Elysée.

Mais, oui, par quoi la remplacer ?

A côté des libéraux hostiles à l’ENA, il y a aussi les gauchistes multiculturalistes pour lesquels le traditionnel système méritocratique du concours à la française sent trop “le vieux mâle dominant blanc”.

Ceux-là, comme on a pu l’entendre sur “France Info” proclament leur envie de tout passer au karcher : HEC, l’X, Normale Sup’, l’agrégation !

Et bien sûr, pour ceux-là, la solution réside dans les quotas pour minorités: une moitié pour les femmes, une louche d’admis pour les homosexuels, une louche d’admis pour les musulmans etc …

Destruction totale, après la destruction totale du secondaire par les mêmes, de l’enseignement supérieur français.

S’il n’y a plus de personnes modestes à l’ENA, moins qu’il y a 50 ans, c’est parce que l’enseignement secondaire a été détruit par ceux qui veulent maintenant détruire le Supérieur.

C’est l’enseignement secondaire qu’il faut remettre, très vigoureusement, sur pied !

J’ai le souvenir d’un de mes professeurs, dans les années 70,

qui racontait avec indignation, comment des agrégés, étaient venus pertuber l’agrégation qu’elle passait, au nom de :

“A bas l’agrégation !”

Le tartufe Macron est exactement dans ce cas.

Et comme le note Eric Woerth :

“C’est curieux de présenter une ancienne directrice de l’ENA aux Européennes quand on veut supprimer l’ENA !”.